

Les grands absents de la COP21

Référentiel de calcul des GES Promotion des éco produits par les prix Finance bas carbone

Chers amis Journalistes,

A moins d'un mois de la COP21, voici un petit courrier pour vous proposer 3 thèmes relatifs au climat sortant de l'ordinaire et qui pourraient réellement faire significativement progresser la lutte contre les changements climatiques et préparer notre société à vivre cette transition de la meilleure manière qui soit.

Ces trois propositions sont relativement innovantes et sont, à nos yeux, très peu abordées dans les médias. Nous serions heureux que vous puissiez vous en emparer à l'occasion de la COP21 et que ce matériau serve de base à votre réflexion journalistique.

D'avance merci pour votre bonne attention. Nous restons bien entendu à votre disposition pour vous communiquer de plus amples éléments sur chacun de ces thèmes.

Frédéric Chomé
Directeur de Factor-X sprl

1. Revoir le référentiel de comptabilisation des émissions de GES pour migrer vers la consommation de carbone

- a. L'UNFCCC a construit un cadre de reporting des émissions de GES qui est devenu obsolète avec le temps car il comptabilise la production de carbone de chaque pays alors même que le commerce mondial induit des émissions "cachées" dans les produits importés qui sont d'au moins 50% des émissions nationales pour un Pays comme la France¹
- b. Ce cadre de reporting a conduit à la crise actuelle : désindustrialisation en Europe, refus des pays émergents et en transition de ratifier le Protocole de Kyoto et/ou de prendre des objectifs ambitieux car ils disent, à raison selon moi, que 30 à 50% de leur production de carbone sert à fabriquer des objets consommés par les pays développés.
- c. La solution est de basculer vers un nouveau référentiel qui tient compte de la consommation de carbone des Etats, plutôt que de leur production :
Consommation = Production – exports + imports.
- d. La science a bossé sur le sujet depuis plus de 5 ans, les chiffres sont connus. La COP21 est le bon moment pour mettre ce sujet sur la table et questionner toutes les institutions supra-nationales et chefs d'Etat sur leur volonté de migrer vers cette solution.
- e. Il convient bien entendu de vérifier *ex-ante* que cela permettrait de débloquer la situation actuelle.
- f. Les pays développés prendraient alors en compte les émissions qu'ils ont externalisées dans leur comptabilité nationale. Cela permettrait de renforcer leur responsabilité dans les plans de réduction à mener et de se (re)poser la question du type d'industrie que l'on souhaite pour l'UE.
- g. Sans accord international, l'UE pourrait démarrer seule le reporting de ses consommations de GES, ce qui aurait au moins le mérite de la remettre au centre de l'innovation en la matière et d'aligner les GES avec les échanges internationaux de biens et services qui ont littéralement explosé au cours des dernières décennies (il n'y a qu'à regarder le ratio des imports sur le PIB de la Belgique pour s'en convaincre).

¹ Voir http://www.rac-f.org/IMG/pdf/EMISSIONS-IMPORTEES_RAC-Ademe-Citepa.pdf les émissions importées représentent 1,8 fois les émissions nationales autoconsommées.

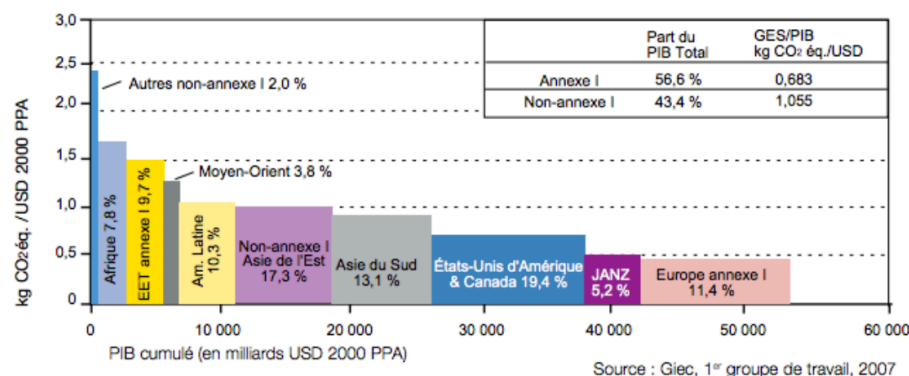
2. **Rendre meilleur marché les produits les meilleurs pour l'environnement.** Il est perturbant de voir que les éco-produits restent souvent plus onéreux que leurs alternatives peu efficaces. Nous proposons de remédier à ce problème en étudiant l'instauration d'une taxation différenciée sur les produits les plus carbonés pour favoriser l'adoption des alternatives 'bas carbone' dans la même famille de produits.
- a. Les mécanismes de flexibilité instaurés jusqu'à présent par la protocole de Kyoto ont largement eu le temps de prouver leur inefficacité
 - b. Avec l'adoption d'un référentiel basé sur les consommations de GES, il devient possible de promouvoir les produits les moins carbonés en instaurant une **tarification différenciée des produits en fonction de leur intensité carbone.**
 - c. Le but est de rendre les produits « vertueux » moins coûteux que leur alternative non responsable, en vue d'augmenter significativement leur taux d'adoption, y compris par les consommateurs sensibles au signal prix ;
 - d. Pour ce faire on pourrait instaurer un mécanisme de type taxe sur le carbone ajouté dans les produits : dans chaque gamme de produits, les moins carbonés sont non taxés (voire réduits) et tandis que les autres sont soumis à une contribution croissante dans le temps. Le différentiel de prix initial pourrait être de 15% pour susciter un report vers les produits vertueux
 - e. Ce mécanisme peut être mis en œuvre à n'importe quelle échelle (Europe, un état, une famille)
 - f. Appliqué à la Belgique, en démarrant sur 5% du budget des ménages (+5% Par an) et en augmentant le différentiel de prix de 5% chaque année le mécanisme pourrait générer 45 à 60 milliard d'euros que l'on pourrait réinvestir pour
 - i. Encore abaisser le coût des produits vertueux
 - ii. Réindustrialiser le Pays sur des segments d'activité porteurs d'emploi et de valeurs sociales et faire de la Belgique le pôle des solutions bas carbone
 - iii. Soutenir la transition pour les plus démunis
 - iv. Renflouer le budget public pour le solde.

Je tiens un dossier complet à destination de ceux qui souhaitent en savoir plus.

3. Oser parler d'argent. Contraindre les gestionnaires de fonds d'investissement à investir 5% de leur encours dans des initiatives, locales, durables et qui réduisent les émissions de GES en valeur absolue.

- g. c'est par la finance et le portefeuille des individus que l'on obtiendra des changements significatifs.
- h. En Belgique, les ménages détiennent des actifs financiers à concurrence de plus de 100.000 euros par personne
- i. Chaque € placé génère des intérêts, donc finance l'économie mondiale. Selon le type d'investissement, l'empreinte carbone de celui-ci est élevée ou plus faible. En moyenne mondiale, on considère qu'un euro placé génère 0,85 kg deCO_{2e} par an pour produire ses intérêts. 100 000 € génèrent donc 85 t CO_{2e} par an, soit 10 fois l'empreinte carbone d'un belge moyen pour son habitat et ses transports. Le graphe ci dessous présente ce ratio par zone du monde :

Répartition régionale des émissions de GES¹ par unité de PIB en 2004



Le pourcentage indiqué correspond à la part des régions dans les émissions mondiales de GES.
EET : Économies en transition, JANZ : Japon, Australie, Nouvelle-Zélande.

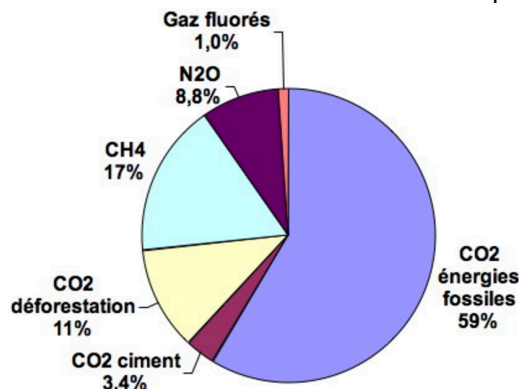
> Mesurée en dollars 2000 selon la parité de pouvoir d'achat (PPA), la production d'une unité de richesse entraînait en 2004 en moyenne dans les pays de l'annexe I, des émissions de GES inférieures de 35 % par rapport aux pays non-annexe I.

source : http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/fileadmin/documents/Produits_editoriaux/Publications/Reperes/2012/Climat-ed-2013/reperes-fr-ed2013.pdf

- j. Réallouer massivement les financements vers l'économie bas carbone est crucial et facile à faire. Chacun à son niveau peut y réfléchir mais réglementer serait encore plus efficient.
- k. Toute réforme d'envergure passe donc par un contrôle strict du poids carbone des investissements et de la finance mondiale. on entend beaucoup parler de "Sortir ses investissements du fossile", mais ce n'est pas suffisant.
- l. **Nous plaillons pour que les investisseurs soient contraints d'investir 5% (puis +1% par an) de leur portefeuille dans les fonds de private equity (pas de titres en bourse) qui financent les entreprises qui construisent les solutions de demain**, celles qui réduisent les émissions de GES (en balance nette). En échange de ces investissements à risque réalisé sur le territoire national, les investisseurs bénéficient d'une politique fiscale attrayante sur la taxation des plus values éventuelles et d'un mécanisme de retour annuel sur leurs investissements pour en réduire le risque.
- m. Ce plan est un impératif pour sortir une partie des flux financiers du monde virtuel de la bourse et les réinjecter dans l'économie réelle, les PME, l'ESS etc.
- n. Chaque Million d'€ que l'on réinvestit dans l'économie décarbonée induit une économie de Gaz à effet de serre de l'ordre de 4 à 5 MtCO₂e selon les projets financés. C'est énorme et facile à faire !
- o. De nombreuses coopératives, société innovatrices existent déjà et de plus nombreuses encore restent à créer. Avec l'argent citoyen, privé et public, finançons la transition de nos sociétés, créons des emplois durables dans le temps et résilients par rapport aux perturbations futures. C'est sans doute la meilleure voie vers le bonheur !

Quelques chiffres clé

- Les Gaz à effet de serre, ce n'est pas que du **CO2 d'origine énergétique**. Celui-ci ne représente que **59% des émissions mondiales**. Le reste se répartit comme suit :



Répartition des émissions humaines de gaz à effet de serre par gaz en 2004, en milliards de tonnes équivalent carbone. Pour le ciment il s'agit uniquement des émissions liées à la décarbonatation.

Source : BP statistical Review 2009 pour les consommations de combustibles fossiles ; IPCC AR4 WG 3 (2007) pour la production de ciment ; Houghton, The Woods Hole Research Center pour le CO2 du à la déforestation ; IPCC AR4 WG 3 (2007) pour les gaz hors CO2 ; calculs de manicore.com pour la compilation (<http://manicore.com/documentation/serre/gaz.html>)

- En 2010, l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine dépasse les 52 GtCO₂e². Depuis 1990, l'augmentation est de +24%.
- Les puits (Océan, Forêt) captent de moins en moins de GES par an. Aujourd'hui ils se situent aux alentours de 10 GtCO₂e / an. Le déséquilibre entre absorptions et émissions a été dépassé au début des années 1950.
- Chaque année ce sont donc environ 40 GtCO₂e de Gaz qui sont ajoutés dans l'atmosphère et qui renforcent l'effet de serre.
- La durée de vie de ces gaz est très longue. Le CO₂ par exemple conserve son forçage radiatif durant 100 ans environ. **Les effets sont donc cumulatifs** d'une année sur l'autre.
- Tant que l'on équilibre pas les émissions avec les absorptions, le phénomène d'emballement se renforce (la concentrations de ces GES augmente).
- Dès que l'on parviendra à les équilibrer (soit diviser les émissions mondiales par 5 à 6) on arrêtera de renforcer le phénomène.
- Mais comme cela risque de prendre quelques années (+24% en 25 ans pour rappel), on ne pourra éviter le renversement des puits (ex. les récents dégazages océaniques de méthane, la fonte du pergélisol, le ralentissement de la photosynthèse en cas de forte sécheresse, l'acidification des océans, etc³). Ces phénomènes naturels accentuent les émissions annuelles et renforcent donc la concentration des GES dans l'atmosphère. Ce qui requiert des efforts encore plus grands.
- Le besoin, exprimé par les scientifiques serait de **diviser par 5 les émissions mondiales d'ici à 2030** et plus encore par la suite. Cela correspond à une réduction mondiale des émissions de **-10% par an**
- Même les plus ambitieuses entreprises très engagées dans la lutte contre les changements climatiques ne parviennent pas à faire cela sur leurs émissions directes... qu'en sera-t-il des Etats ?
- Pour cette raison nous plaidons pour l'élargissement des émissions directes des contributeurs historiques aux émissions de GES, ainsi qu'à l'intégration des bienfaits de la finance qui décarbone l'humanité.
- L'importance de la tâche devant nous nécessite de poser la question de l'adaptation, de la résilience de nos sociétés face aux conséquences qui vont inévitablement arriver un jour ou l'autre. L'Europe n'étant pas la zone mondiale la plus touchée se pose nécessairement la question de l'aide aux zones à risques et de la politique à mener face aux potentiels réfugiés climatiques.

² IPCC AR5 : http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/AR5_SYR_FINAL_SPM.pdf

³ http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_Chapter06_FINAL.pdf

Pour de plus amples informations :

Frédéric Chomé

Frederic.chome@factorx.eu

+32 474 701 832
